

# Espace, Société, Géographie sociale

---

Robert CHAPUIS

1986 – Annales littéraires de l'Université de Besançon

On n'attendra ici ni une étude exhaustive (1), ni l'exposé d'une thèse sur le problème des rapports entre espace et société, mais plutôt un relevé structuré des thèmes qui sont susceptibles d'être objets d'études pour la géographie sociale.

## INTRODUCTION

La sociologie est l'étude des sociétés, c'est-à-dire d'ensembles d'hommes qui vivent en groupes organisés et qui tissent entre eux un ensemble de relations complexes. La géographie sociale est l'étude spatiale des sociétés, c'est-à-dire qu'elle étudie les sociétés sous l'angle de l'espace.

On considérera qu'une société donnée et l'espace qu'elle organise et appréhende (c'est-à-dire son espace socialisé) forment un système socio-spatial. Le concept de système est employé ici dans son sens le plus large et le plus souple, c'est-à-dire qu'un système est quelque chose qui fait quelque chose dans un environnement, qui est doté d'une structure permanente, qui peut évoluer dans le temps et qui peut être doté de finalité (2)

L'étude d'un système socio-spatial donné passe donc par l'analyse de :

- l'environnement (le mot étant employé dans une acception large)
- l'organisation socio-spatiale
- le fonctionnement socio-spatial
- le changement socio-spatial.

### *I - L'environnement du système socio-spatial*

Un système socio-spatial s'inscrit dans un cadre à triple dimensions : l'espace, le temps, la société, globale. Toute société s'inscrit évidemment dans une certaine portion de la surface terrestre, c'est-à-dire un espace. Cet espace est doté de deux sortes d'attributs. Il est d'abord qualifié : par des phénomènes physiques (relief, sol, climat) et biologiques (végétaux, animaux). Mais, quelles que soient ses qualités biophysiques, un espace est doté également de caractères intrinsèques : il est une étendue et une distance, il a une position et une configuration (3). L'assiette spatiale d'un groupe, les distances que les individus ont à franchir pour échanger entre eux ou avec leurs voisins, la position d'un groupe par rapport à un autre ou même la

configuration de l'espace occupé par le groupe sont des facteurs qui, on le verra, ont leur poids dans l'organisation et le fonctionnement d'un système socio-spatial.

Deuxième élément de l'environnement : le temps. L'une des originalités des sociétés humaines c'est, en effet, leur capacité de transmettre par des processus sociaux et d'inscrire dans l'espace certains de leurs acquis qui peuvent donc être réutilisés. L'homme a pu ainsi accumuler, lentement d'abord, puis massivement, tout un arsenal de manières de penser, de sentir et d'agir, tout un ensemble d'institutions et d'objets créés dans le passé, mais qui émergent dans le présent et qui sont une sorte d'histoire pétrifiée. Les investissements psychiques, culturels, sociaux, économiques et spatiaux du passé font irruption dans nos comportements, nos valeurs, nos organisations et notre cadre de vie.

Enfin, une société locale n'est qu'une partie d'un tout : la société globale. Elle ne peut se comprendre que remise dans ce cadre plus vaste, surtout à une époque comme la nôtre où la société globale est devenue sans cesse plus envahissante, grâce à l'accélération et la "massification" des moyens de transports de biens, de personnes, d'idées et grâce à l'efficacité accrue des moyens de gestion administratifs, politiques, économiques, sociaux et culturels.

L'étude de l'environnement spatial, temporel et social est donc un préalable utile à l'analyse d'un système socio-spatial. On n'aura garde d'oublier toutefois que le rôle de cet environnement n'est pas défini une fois pour toutes. Ce n'est pas seulement parce que l'environnement lui-même peut changer mais c'est aussi, et surtout, parce que la pression de cet environnement dépend de l'organisation et de l'évolution du système socio-spatial. L'influence de l'environnement passe toujours par la médiation du système lui-même.

## **II - La structure socio-spatiale**

### ***1 - L'individu et le groupe***

Même si une société n'est pas qu'une somme d'individus, l'individu est tout de même à la base de la société. L'individu, c'est à la fois un donné biologique, un apprentissage social et une histoire personnelle. Les traits biologiques, qui résultent de l'hérédité, commandent certaines capacités. L'apprentissage social transmet les règles de comportement approuvées par la société. La rencontre entre données biologiques et apprentissage social se fait à travers une histoire personnelle. Le résultat est que l'individu est à la fois semblable aux autres, par certains côtés, et cependant absolument unique (4).

Chaque individu occupe, à un moment donné, une certaine place dans la société. Cette place, c'est son statut. C'est en somme la "case" occupée par une personne dans l'organigramme de la société. Dans la réalité, chaque individu occupe un grand nombre de statuts. Les principaux dépendent de l'activité professionnelle,

du revenu et de la fortune, de l'ascendance familiale, du niveau des connaissances, de l'appartenance religieuse et des caractères physiques.

Certains de ces statuts sont "attribués", c'est-à-dire qu'ils sont imposés à l'individu (ascendance, caractères physiques) d'autres sont "acquis", c'est-à-dire qu'ils résultent de l'action de l'individu (niveau de connaissances, par exemple). Dans les sociétés traditionnelles, la plupart des statuts sont assignés. Dans nos sociétés, le degré d'hérédité des statuts est moindre et le nombre de statuts acquis est supérieur. Cependant, l'opposition entre statuts acquis et statuts assignés est loin d'être totale. On a souvent remarqué combien le revenu, la fortune, mais aussi l'activité professionnelle, le niveau des connaissances font de nous des "héritiers" (5).

Lorsque le niveau hiérarchique des différents statuts d'un individu est à peu près semblable, on dira que ses statuts particuliers sont "congruents". Lorsque ces statuts sont faiblement congruents, l'individu se sent tiraillé entre ses différents statuts particuliers. Dans la société rurale traditionnelle, les statuts avaient généralement une forte congruence. On peut même dire que, d'une certaine manière, les statuts étaient confondus. Le statut de père de famille était étroitement mêlé à ceux de propriétaire foncier, de chef d'entreprise, d'initiateur technique pour ses enfants, de représentant de la famille à l'extérieur, de gardien des valeurs; etc... La société actuelle, au contraire, multiplie et sépare les statuts ; l'individu a de plus en plus de mal à réunir ces statuts, parfois concurrents, en un ensemble cohérent.

Au-delà de leur diversité apparente, les différents statuts d'un individu s'organisent en un "statut global" qui en est la résultante. Le statut global s'ordonne généralement autour d'un ou deux statuts particuliers prégnants. Dans la société française actuelle, il s'agit surtout de l'activité professionnelle et du revenu. Dans la société rurale française traditionnelle, par contre, l'ascendance familiale et la fortune, surtout terrienne, étaient essentielles.

Le statut global et les statuts : partiels qui en forment la trame, ne sont en principe assurés à l'individu qu'en contrepartie du rôle, ou plutôt des rôles, qu'il joue dans la société. Le rôle c'est donc "l'ensemble des comportements à quoi les autres peuvent, s'attendre de la part de l'individu", le statut étant, en contrepartie, "l'ensemble des comportements à quoi l'individu peut s'attendre de la part des autres" (6). A chaque statut correspond donc un certain nombre de rôles.

L'individu jouit de ses statuts et assume ses rôles dans des groupes. Le groupe est un ensemble d'individus, plus ou moins structuré, dont les éléments peuvent s'influencer réciproquement et qui est sujet à évolution. L'individu est "généralement intégré à plusieurs groupes famille, groupe de travail, de loisirs, de voisinage, etc.

Classer ces groupes pose de difficiles problèmes, tant: ces groupes, sont nombreux. Par exemple, J. MAISONNEUVE propose cinq critères pour classer les

groupes (7) et G. GURVITCH en reconnaît quinze, ce qui permet à ce dernier de reconnaître plusieurs dizaines de types de groupes (8).

## *2 - Les critères de différenciation des groupes*

Cinq critères intéressent particulièrement la géographie sociale. Ce sont les rapports que le groupe entretient avec l'espace dans lequel il s'inscrit, la taille du groupe, son rôle et son statut dans l'organisation sociale, enfin le sentiment d'appartenance des membres au groupe.

### - L'ancrage territorial des groupes

Tout groupe s'inscrit dans un espace, tout groupe a un support spatial, évidemment. Cependant, certains tirent de l'espace quelques-uns de leurs caractères essentiels, on les appellera groupes territoriaux, d'autres, au contraire, sont très peu marqués par leur cadre spatial, on les qualifiera de groupes non-territoriaux.

Pour les groupes territoriaux, en effet, l'espace "est le signe et la condition de leur cohérence primaire ou fonctionnellement élaborée ; (ils font appel à lui) pour régler les degrés d'appartenance de leurs membres, tracer les frontières entre eux-mêmes et autrui, préciser leur intégration à la société globale ou leur refus, garder comme en résumé ce qu'ils ont réussi à accomplir, bref pour se définir (9). Ces groupes territoriaux, dont les limites restent généralement stables pendant de longues périodes et qui souvent ont été organisés à l'origine en fonction de l'espace sur lequel ils se sont installés, sont profondément pénétrés par ce cadre spatial et par l'histoire qui s'y est déroulée. Plus que les autres groupes, ils sont marqués par l'espace local qu'ils ont eux-mêmes contribué à transformer. Ils portent le label de l'étendue qu'ils ont organisée, des distances qu'ils ont eu à franchir, de la position qu'ils occupent et des événements anciens qui se sont déroulés en leur sein.

Jadis, on pouvait même assimiler la société globale à une somme ou à une combinaison de villages, de villes, de régions, c'est-à-dire de groupes territoriaux. Aujourd'hui certes, cette identification n'est plus possible. "Ces unités locales ou régionales ne peuvent plus être comparées au "tout" plus ou moins autarcique qu'elles constituaient dans une société traditionnelle ; leur vitalité ne se conçoit qu'à l'intérieur d'une vie plus complexe et plus ample leur importance et leur emprise se trouvent donc fortement relativisées (...). Cependant, toutes les observations sérieuses semblent confirmer qu'au niveau des ensembles socio-géographiques se dégagent encore, se dégagent même d'une manière nouvelle, des dynamismes qu'on ne peut négliger. La vie propre au quartier, au grand ensemble, au village, à la petite région rurale, à l'agglomération urbaine, à la région, etc., n'est pas toujours une expression vide de sens" (10).

Cette longue citation, empruntée comme la précédente à H. THERY, montre bien que l'impact de l'espace sur les groupes territoriaux apparaît au sociologue aussi

bien qu'au géographe. On ne s'étonnera donc pas que la géographie sociale s'intéresse de près à ces unités originales et relativement autonomes que sont les groupes territoriaux.

Les groupes non-territoriaux, quant à eux, gardent à l'intérieur d'une société donnée, des caractères assez semblables d'une région à l'autre. Même si un léger parfum de terroir les imprègne parfois, les ressemblances avec les groupes de même type des régions voisines sont plus nettes que les dissemblances ; le moule est, en somme, plus national que local. Les groupes administratifs sont de ce type. Au-delà de quelques nuances locales, l'école primaire, le col lège, les P.T.T., les services administratifs agricoles, etc... reçoivent la plupart de leurs caractères essentiels de la société globale ; ces groupes qui s'organisent en leur sein en sont marqués d'un bout à l'autre du territoire. Organisés pour vaincre au mieux la distance, ils peuvent recevoir un maximum d'influences du pouvoir central et n'accepter qu'un minimum de contraintes de l'espace où ils sont installés.

Il faut ajouter, cependant, qu'il n'y a pas une opposition totale entre groupes non-territoriaux et groupes territoriaux. Toutes les nuances existent entre les extrêmes car ces groupes sont plus ou moins marqués par l'espace qui les supporte. C'est au géographe à reconnaître et analyser ces nuances.

#### - La taille des groupes

La taille, bien évidemment, est un critère essentiel pour distinguer les groupes entre eux. C'est la taille qui contribue à différencier la commune de la petite région, du département, de la région et de la nation. C'est la taille qui sépare, au moins statistiquement, la commune rurale de la ville. C'est elle qui concourt à distinguer l'atelier de l'usine, la petite exploitation de la grande, etc. Les géographes ont, depuis bien longtemps, insisté sur la notion d'échelle, de seuil (11). Dans un groupe restreint, il y a beaucoup de chances pour que les rapports qui se créent entre les individus soient plus intenses, plus fréquents, plus intimes que dans un vaste groupe.

Cependant, ce critère doit être manié avec prudence. La taille est bien loin de suffire à séparer les groupes. Par exemple, entre la commune et le "pays" des géographes, l'opposition n'est pas seulement de taille. L'une est une unité administrative bien définie, relativement autonome avec son assemblée et son budget ; l'autre est un cadre de vie sans unité administrative, sans autonomie et dont les limites sont floues. On sait également tout ce qui sépare, en dehors de la taille, mais particulièrement du point de vue de l'autonomie, le département de la région et de la nation. Il peut y avoir de véritables différences de nature entre l'atelier et l'usine, la petite et la grande exploitation. Les géographes savent mieux que d'autres-combien la limite des 2 000 habitants, qui sépare le gros bourg de la petite ville, peut être parfois artificielle.

Le critère de taille doit donc être complété par d'autres et notamment celui du rôle et celui des statuts des groupes dans la société.

#### - Les rôles des groupes

Les groupes dans la société, comme l'individu dans le groupe, jouent certains rôles, c'est-à-dire qu'ils apportent une contribution (positive ou négative) à l'organisation et au fonctionnement de l'ensemble dont ils font partie.

Certains groupes sont spécialisés dans un seul rôle ou dans un nombre réduit de rôles. C'est le cas, par exemple des groupes de travail. L'atelier, l'usine, l'entreprise, le bureau, le magasin, etc., sont des lieux où se forment des groupes dans lesquels les individus sont intégrés pour produire et distribuer les biens et les services nécessaires à la société. Dans ce genre de groupe, il s'agit de réaliser une action, d'aller vers un but précis.

D'autres groupes sont beaucoup moins spécialisés, notamment ceux qui offrent à l'individu un environnement, un lieu de vie, une ambiance affective plutôt qu'un cadre d'action. La famille, par exemple, outre son rôle direct d'unité de reproduction, de consommation et parfois de production, garde des responsabilités considérables dans la vie affective de l'individu, dans sa réussite scolaire, son niveau social, sa culture, ses habitudes de vie, ses goûts, etc. Autre exemple, le village où les ruraux trouvent, outre leur lieu de résidence et parfois de travail et d'approvisionnement, leur famille, leurs amis, leurs distractions, etc., bref tout un environnement affectif de première importance.

#### - Le statut des groupes

En contrepartie des rôles qu'ils jouent, ces rôles pouvant être évidemment diversement appréciés selon les sociétés - les groupes, comme les individus, ont un statut, reconnu officiellement ou pas, c'est-à-dire une place dans l'organisation sociale. En effet, qu'on le regrette ou qu'on l'accepte, notre société est faite d'une superposition de strates qui sont l'étagement des conditions faites aux groupes dans une société donnée.

Cette stratification est bien connue, encore que diversement appréciée, quand il s'agit de groupes non-territoriaux. On parle de classes, de catégories aisées, moyennes, populaires, par exemple. De quoi est faite cette stratification des groupes ? Elle provient souvent, comme pour les individus, du revenu ; les groupes les plus riches ont tendance à tenir le haut du pavé. Mais c'est loin d'être toujours le cas. La fonction intervient aussi. Les instituteurs ruraux d'autrefois, malgré des revenus médiocres, comptaient parmi l'élite locale, de même que les curés. Les marxistes font, de la position des groupes dans le processus de production, la clé de la stratification sociale. D'autres insistent sur l'importance de l'accès au pouvoir politique ou aux moyens de communication de masse. L'ancienneté d'implantation dans un lieu peut

jouer aussi un rôle éminent. Dans les communes rurales, vieilles familles et nouveaux arrivants entrent parfois en concurrence, sourde ou ouverte, pour la définition de leur statut respectif.

La stratification existe également pour les groupes territoriaux. En France, certaines régions (Midi Méditerranéen par exemple) jouissent d'une image de marque plus séduisante que d'autres (le Nord, l'Est), donc d'un statut supérieur dans la hiérarchie des valeurs attribuées aux régions. L'échelle des valeurs peut parfois s'inverser. Alors que, pendant des générations, les villes ont été considérées comme des lieux de vie bien supérieurs à ceux qu'offrait la campagne, voilà que, depuis une à deux décennies, le balancier a basculé dans l'autre sens (12). Et tout cela est loin d'être indifférent au géographe : l'attractivité des régions du Midi, le déversement des citadins sur les campagnes périurbaines sont des faits bien géographiques.

#### - La cohérence des groupes

Le groupe est, on l'a dit, un ensemble plus ou moins structuré, plus ou moins cohérent. La cohérence d'un groupe provient de son organisation, de la conscience d'appartenance des membres au groupe et de sa répartition dans l'espace.

Certains groupes sont solidement organisés en institutions qui y distribuent la participation au pouvoir. Les groupes d'encadrement spatial (administration nationale, régionale, départementale, communale) et d'encadrement social (école, armée, police, syndicats, etc.) sont de ce type : ce sont des groupes formels. Dans d'autres groupes, appelés groupes informels, la participation au pouvoir n'est pas réglée formellement ; elle se définit au fur et à mesure des circonstances et des besoins ; les groupes de loisirs, de jeunes, d'amis sont de ce type. Parfois même, les individus d'un groupe n'ont rien d'autre en commun que le fait d'appartenir à une catégorie abstraite (exemple : les habitants des espaces français peuplés de moins de 50 hab./km<sup>2</sup>). Nous sommes, ici, tout à fait à la limite de la notion de groupe puisque celui-ci n'est plus guère qu'une addition d'individus ; on parlera alors de simple agrégat social. Entre ce cas extrême et le cas des groupes où toute la vie des membres est rigoureusement organisée, comme dans les couvents par exemple, toutes les transitions sont possibles.

La conscience d'appartenance est le deuxième facteur, parfois lié au précédent, de cohérence des groupes. Lorsque des relations s'établissent entre les membres d'un groupe, ou lorsque ceux-ci ont l'impression d'avoir des intérêts, des valeurs ou un vécu communs, un sentiment d'appartenance se crée. Ce sentiment peut précéder ou suivre la création d'une organisation. Il est parfois nul, comme dans les groupes de fait ; mais il est généralement d'autant plus vif que l'adhésion au groupe est plus volontaire, donc qu'elle n'est pas imposée.

La répartition d'un groupe dans l'espace est le dernier facteur qui influence sa cohérence. Pour un même type de groupe, et à des conditions d'accessibilité et de

transport identiques, le groupe dont les individus sont les plus proches les uns des autres dans l'espace a plus de chances d'être cohérent que celui dont les individus sont éloignés. On aura cependant garde d'oublier que la proximité est loin d'être suffisante. De multiples études urbaines nous ont montré combien des groupes sociaux proches dans l'espace peuvent en fait s'ignorer. A l'inverse, certaines communautés scientifiques peuvent avoir une forte cohérence, bien que leurs participants soient dispersés dans le monde entier... La distance spatiale doit donc être pondérée par la distance sociale.

La géographie sociale s'attache donc à reconnaître les différents groupes qui composent l'organisation socio-spatiale et à étudier le rôle, le statut, la cohérence de chacun. Elle s'intéresse particulièrement aux groupes territoriaux, depuis les groupes restreints, comme le village, le quartier ou la ville, jusqu'aux groupes les plus vastes (nation, organisation internationale), en passant par les groupes intermédiaires (zone d'influence d'une ville, "pays", département, région). Mais toutes les clés de l'organisation socio-spatiale ne se trouvent pas dans l'espace lui-même ou dans les groupes territorialement organisés. Elles se situent aussi dans les groupes non-territoriaux (entreprises, partis, syndicats, groupes socio-professionnels, culturels, etc.) que l'on doit étudier dans la mesure où ils permettent de comprendre cette structure socio-spatiale.

Cependant, une société ce n'est pas seulement une sorte de jeu de construction, un agencement de groupes. C'est aussi des individus qui agissent et interagissent dans des groupes, c'est des groupes qui agissent et interagissent dans la société. Bref c'est un ensemble de relations sociales et d'actions sociales qui fondent la structure sociale elle-même.

### **III - Le fonctionnement socio-spatial**

Pourquoi l'individu agit-il ? Pourquoi entre-t-il en relation avec les autres ? Vieille question qu'on peut aborder d'une manière concrète, quoique contestée, en posant que l'individu agit et entre en rapport avec autrui sous l'effet de besoins. Comme les forces magnétiques dans les phénomènes physiques, les besoins sont les forces attractives qui relient les individus.

#### ***1 - Les facteurs de l'action sociale : les besoins***

"Le besoin a d'abord été analysé comme une impulsion fondamentale de l'homme" (13). Dans ces conditions "la vie sociale découlerait de la nécessité pour les individus de couvrir certains besoins fondamentaux (alimentation, sécurité, etc.)" (14). Mais cette conception a été peu à peu critiquée et enrichie. Aux besoins "objectifs" ont été ajoutés les besoins "subjectifs", essentiellement sociaux et culturels, dont certains sont devenus aussi impératifs que les besoins physiologiques. Marx avait déjà remarqué que le besoin physiologique lui-même évolue avec la société : "la faim est la faim, mais la faim qui se satisfait de viande cuite mangée avec une



fourchette et un couteau est une, forme différente de celle qui dévore la viande crue avec les mains, les ongles et les dents" (15). Le besoin physiologique est lui-même donc, dans une certaine mesure, socialisé.

Les besoins ne sont d'ailleurs pas ressentis objectivement par l'individu qui "agit et sent, non d'après ce que les choses sont réellement, mais d'après son image mentale de ce qu'elles sont" (16).

Pour l'individu, ce qui compte, finalement, ce n'est pas tant l'objet lui-même, que le symbole social qu'il représente, c'est-à-dire, le plus souvent, le signe d'une certaine place dans la hiérarchie sociale. Le vêtement, l'automobile, la maison, les vacances, etc. ne sont pas seulement des objets ou des services, mais des occasions de créer des différences sociales (17). Le besoin est éminemment symbolique et social ; il est assez largement produit par la société elle-même. On voit donc les difficultés inhérentes au maniement de cette notion de besoin, mais c'est un concept qui s'avère commode et utile pour analyser le fonctionnement du système socio-spatial. Quels sont les différents types de besoins. ? On peut aborder la question de deux façons. La première, c'est de dresser un catalogue aussi complet que possible des besoins. C'est ce que fait, par exemple, R. LAFON qui reconnaît des besoins végétatifs, sensori-moteurs, sexuels, affectifs et sociaux, intellectuels et culturels, collectifs, moraux et spirituels (18). Cette optique analytique revient en somme à dresser la liste des actes humains et plus précisément sociaux. Elle distingue artificiellement les besoins physiologiques (végétatifs, sensori-moteurs) des besoins sociaux, alors que les premiers peuvent être, eux aussi, socialisés. Elle nous renseigne bien peu sur la nature profonde du besoin.

La deuxième façon, plus synthétique, revient à déterminer les quelques besoins profonds qui poussent l'homme à l'action. G. FRIEDMANN distingue les besoins d'identité (qui s'oppose à l'anonymat), de stimulation (qui cherche à vaincre l'ennui) et de sécurité (engendré par l'anxiété) (19). Cependant se stimuler, que ce soit par l'action créatrice, par le voyage, la drogue ou l'érotisme, c'est surtout prouver, à soi-même et aux autres, que l'on existe ; le besoin de stimulation rejoint le besoin d'identité.

L'individu est donc aiguillonné par un double besoin : besoin d'identité qui le pousse à agir, à créer, à se mettre en mouvement et besoin de sécurité qui le pousse plutôt, sauf réaction à une agression extérieure, à la passivité, au conservatisme, ou même à un retour au passé, celui de l'époque où la mère lui apportait la sécurité en agissant à sa place.

Mais l'action de l'individu, et celle des groupes dans lesquels il opère, est limitée par toutes sortes de contraintes que l'on classera en trois types contraintes sociales, contraintes économique-politiques et contraintes spatiales.

## *2 - Les contraintes sociales de l'action*

On appelle action sociale, toute manière de penser, de sentir et d'agir suivant des modèles collectifs. L'individu, en effet, poussé par ses besoins d'identité et de sécurité agit, joue des rôles à l'intérieur de groupes, de même que les groupes jouent des rôles à l'intérieur de la société. L'ensemble de ces rôles s'organise en comportement, c'est-à-dire "en action observable ou mesurable fréquemment répétée, douée d'une certaine signification sociale" (20)

Beaucoup de comportements sont proposés ou même imposés par les groupes et par la société. On appelle "personnalité de base", la somme de ces rôles appris, c'est-à-dire cette sorte de canevas, de scénario (les anglo-saxons disent pattern = patron) que la société programme pour nous et en nous. La personnalité de base, c'est ce que les gens d'un groupe, d'une société ont en commun dans leurs façons de penser, sentir, agir; c'est ce qui les fait reconnaître des gens des autres groupes ou des autres sociétés. Ces modèles de conduite, que nous acceptons ou que nous combattons - ce qui est encore en reconnaître l'existence - nous sont proposés sous forme de normes et de valeurs organisées en une culture.

Les normes sociales sont les règles collectives, les modèles de comportement que chacun suit consciemment ou inconsciemment, par goût ou par obligation. Ce sont des solutions concrètes pour l'action sociale dont elles sont, en quelque sorte la structure. Elles sont rendues désirables à l'individu sous forme de valeurs.

Les valeurs c'est, justement, ce qui est désirable dans un cadre social donné ; ce sont les objectifs qu'une société ou qu'un groupe se donnent. Les valeurs inspirent conduites et jugements ; elles "donnent à l'être social sa cohésion et à l'agir sa cohérence ; ( ... ). C'est ce qui guide l'être dans l'agir" (21). Les valeurs sont implicites ou explicites. Dans ce dernier cas, elles peuvent s'organiser en un système de légitimation donnant les raisons qui fondent l'adoption du système de normes et de valeurs.

L'ensemble des manières de penser, sentir, agir selon des normes et en fonction de valeurs dans une société donnée s'appelle la culture (au sens large) de cette société. Cette culture a une fonction psychique, puisqu'elle moule la personnalité de base, et une fonction sociale puisqu'elle crée un univers mental, moral et symbolique commun. Elle a aussi une fonction économique puisque les besoins varient avec la culture.

Le problème est de savoir maintenant pourquoi nous acceptons, consciemment ou non, ces normes, ces valeurs, cette culture ou comment, si nous les refusons, la société tente de nous y faire adhérer. Pour cela l'organisation sociale dispose de puissants moyens de socialisation et de contrainte sociale.

On appelle socialisation "le processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au cours de sa vie les éléments socio-culturels de son milieu, les intègre à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre" (22). La socialisation se fait en partie consciemment par répétition, imitation, jeu, essais et erreurs, récompenses et punitions à la fois dans la famille, l'école, le travail et, plus généralement, dans l'ensemble des groupes.

La socialisation se fait inconsciemment aussi, d'une part grâce à une lente intériorisation des comportements et valeurs appris au départ consciemment, d'autre part par passage direct dans l'inconscient. Le petit enfant, par exemple, apprend très tôt à refouler certaines pulsions physiologiques et à intérioriser les règles de vie et les sanctions imposées par les parents. C'est donc dans le Surmoi que vont se cristalliser les valeurs sociales c'est là qu'elles se conservent- ; c'est par là qu'elles se transmettent. Le Surmoi est en somme un fragment intériorisé de ce que G. MENDEL appelle le pouvoir social, c'est-à-dire "l'ensemble des mœurs, coutumes, usages, légendes, mythes, pratiques religieuses, écrits divers, principes pédagogiques, modalités économiques, productions artistiques, formes politiques de gouvernement, etc. (qui ont) à une époque donnée une unité dominante" (23). Les valeurs et' la culture ne sont donc pas seulement dans les institutions, elles sont en nous ; c'est ce qui peut expliquer le maintien de certaines valeurs en dehors de toute institution. Qui sont les instruments de cette socialisation ?

Ce sont d'abord les individus eux-mêmes. Chaque individu exerce, par ses rôles sociaux, des pressions conscientes ou inconscientes, sur les actions, les pensées et les sentiments de ceux qui le connaissent. Ce n'est pas seulement en tant que père de famille ou fils ou frère, en tant que patron, contremaître, enseignant, policier, conseiller municipal, etc. que chacun agit sur ses semblables mais par son exemple ou même sa seule présence dans un groupe. Les études sur la dynamique des groupes montrent combien l'absence de n'importe quel individu ou son remplacement perturbe la structure et l'action d'un groupe.

Les groupes sont aussi des agents essentiels de socialisation. Certains de ces groupes comme l'École, l'Eglise, la famille, etc... ont "comme but explicite de former, d'éduquer, d'inculquer des principes, de dispenser des connaissances" (24). D'autres, qui n'ont pas pour but explicite la socialisation, peuvent y contribuer, tels que l'administration, l'armée, mais aussi les entreprises, les syndicats, les partis, les associations. Ces groupes ont "une fonction socialisatrice plus restreinte puisqu'ils ne touchent qu'un segment de la personnalité". Les premiers ont tendance à vouloir socialiser la personne totale. Les groupes non institutionnalisés participent eux aussi à la socialisation de l'individu mais d'une façon plus diffuse. Les groupes de loisirs, et surtout les groupes d'âge, ont souvent une fonction socialisante de fait. C'est particulièrement vrai pour les groupes de jeunes, même si la socialisation se fait

parfois au profit d'une véritable sous-culture ou contre-culture (délinquants, marginaux, etc.).

Pendant longtemps, la socialisation s'est faite sur le mode du face à face, dans de petits groupes d'interconnaissances, donc souvent avec des modes et des valeurs bien différents d'un groupe à l'autre. L'invention de l'écriture puis de l'imprimerie, la révolution des transports, la prolifération des moyens de communication de masse ont réduit, sans le faire disparaître, le rôle du face à face direct (encore y-a-t-il la télévision) et ont donné aux groupes et à la société globales actuels des moyens de socialisation incomparables.

L'organisation sociale dispose aussi de moyens de contraintes pour pousser l'individu à respecter les normes sociales. Ces moyens peuvent être des sanctions négatives, soit physiques (privation de liberté, mort, etc...) soit économiques (amendes, licenciement, etc...), surnaturelles (Enfer, sorts, etc...) ou sociales (exclusion du groupe définitive ou temporaire, refus de certaines marques de politesse, silence, moquerie, etc...). Les sanctions peuvent être également positives : la récompense consacre l'approbation d'une conduite conforme aux schémas admis par la société. On appelle donc contrainte sociale "l'ensemble des sanctions positives et négatives auxquelles une société recourt pour assurer la conformité des conduites aux modèles établis" (25). Le contrôle social est institutionnel lorsqu'il est le fait des agents de socialisation prévus à cet effet (police, justice, etc.). Il est diffus lorsqu'il s'exerce par des individus et des groupes dont la socialisation n'est pas le but explicite.

Est-ce à dire que l'individu est livré, pieds et poings liés à la société, qu'il est totalement déterminé par celle-ci, comme on a parfois tendance à le dire. Il existe divers degrés d'obligation sociale. Certains modèles de conduite sont certes impératifs ou fortement recommandés mais d'autres sont seulement préférentiels. En somme la société laisse des choix, elle laisse une marge de manœuvre appelée champ d'indifférence, évidemment variable selon les sociétés. A preuve, dans toutes les sociétés, des individus, des groupes déforment, ignorent, combattent ou dépassent la culture ambiante. On dira que ce sont des déviants. Le clochard, le philosophe, le révolutionnaire, sont tous, de ce point de vue, des déviants. Les subcultures ou contre-cultures créées par les déviants peuvent d'ailleurs influencer la culture ambiante, et même parfois la remplacer pour devenir elles-mêmes une culture.

#### Les contraintes économiques et politiques

L'action sociale est, surtout à notre époque, limitée par tout un environnement, dont l'exposé dépasse évidemment le cadre de ce travail.

Rappelons seulement que c'est le XIXe siècle qui, frappé par une révolution industrielle génératrice de profonds bouleversements sociaux, a pris conscience des contraintes que l'économie fait peser sur la société, même si MONTESQUIEU et quelques rares autres avant lui avaient noté que le commerce et l'usage de la

monnaie sont deux des facteurs de l'organisation politique et sociale des Etats. Dès 1813, Henri de SAINT-SIMON note que "c'est dans l'industrie que résident toutes forces réelles de la société" mais la prééminence du fait économique dans l'explication sociale est surtout affirmée dans l'œuvre de MARX. Pour celui-ci, l'organisation des sociétés dépend de l'état des forces productives et cet état détermine les rapports de production, qui eux-mêmes déterminent les rapports sociaux. Cette idée de la prééminence de l'économique a, de nos jours, largement débordé hors des milieux marxistes et beaucoup d'économistes libéraux, surtout les plus traditionnels, acceptent cette précellence' de l'explication économique des phénomènes sociaux.

Mais certains pensent qu'on ne peut réduire ainsi le social à l'économique, M. DUVERGER note que, pour MARX lui-même, les superstructures "rapports juridiques, formes politiques, anatomie de la société découlent de l'infrastructure économique (...) mais (que) les supports réagissent sur la base, de sorte que les faits, économiques eux-mêmes subissent l'empreinte des autres éléments de la réalité sociale" (26). Il estime lui-même que ce sont "les appareils d'Etat qui dominent l'ensemble des structures de la société. En U. R.S.S. et dans les pays communistes notamment, 'ce sont eux qui ont engendré la collectivisation des moyens de production et l'industrialisation et non l'inverse. Ils paraissent constituer la base de' la société, au sens marxiste du terme".

Quoiqu'il en soit, cela montre que l'explication du fonctionnement de la société, et donc des systèmes socio-spatiaux, implique tout un large arrière-plan économique, politique et idéologique dont la géographie sociale doit tenir compte.

### **3 - Les contraintes spatiales de l'action sociale**

Avant d'aborder le problème des contraintes spatiales proprement dites, il est nécessaire de définir d'abord la nature de l'espace géographique.

#### **L'espace géographique**

L'espace naturel, on l'a vu, est qualifié par des phénomènes biophysiques et doté de certains caractères intrinsèques. Cet espace naturel a été transformé par les sociétés humaines et il est devenu un espace géographique. Un espace géographique, c'est donc une portion de la surface terrestre, dotée de certains caractères intrinsèques et qualifiée par des phénomènes biophysiques et par l'action humaine.

Apparemment, l'espace géographique c'est quelque chose de concret qu'il est possible de voir, de toucher, de mesurer, sur lequel il est possible de circuler, de travailler, de construire, etc. Classiquement c'est ainsi que les géographes ont considéré l'espace et récemment encore c'est ainsi que certains l'ont analysé. Pour O. DOLLFUS l'espace géographique est "un espace localisable, concret, banal" (27). Pour

J. BONNAMOUR, l'espace est "une surface concrète, mesurable en kilomètres carrés" (28).

On peut déjà toutefois faire remarquer que l'échelle des distances diffère, en réalité, selon les sociétés, du fait de leur niveau de vie, de la densité et de la puissance des moyens de communication qu'elles mettent en œuvre. Alors que certains groupes explorent le cosmos, d'autres restent englués dans quelques kilomètres carrés de forêt dense. A l'intérieur d'une même société, l'échelle de référence des distances varie selon les régions, selon les groupes, les individus. Même dans nos sociétés, entre l'homme d'affaires qui parcourt le monde en jet et, l'agriculteur marginal qui n'a guère quitté sa petite région que pour le service militaire, le kilomètre a-t-il la même valeur ?

La comparaison entre ces types d'espace n'est possible qu'en passant d'un espace rigide, mesurable en kilomètres, à un espace-temps. Encore cet espace-temps est-il lui-même relatif. Pour un même individu le poids du temps, donc de l'espace, n'est pas le même selon qu'il est en période de vacances ou de travail, selon qu'il est jeune ou vieux, riche ou pas. A l'espace-temps, il faudrait ajouter un espace-fatigue, un espace-coût, etc...

En outre, l'espace n'est pas perçu de la même façon par tous. L'individu ne reçoit pas passivement l'image de l'espace dans lequel il agit; il la construit, au moins partiellement, et la déforme. Ce filtrage dépend à la fois de la physiologie, de l'âge, du sexe, de la culture, des activités de l'individu. L'espace géographique est donc éminemment socialisé ; c'est ce qui fait la difficulté d'apprécier son rôle dans le fonctionnement du système socio-spatial et c'est ce qui explique les tribulations de la pensée géographique sur ce point.

### **Les contraintes spatiales**

L'environnementalisme des débuts de la géographie affirmait que le milieu naturel détermine les sociétés humaines sans leur laisser de possibilité de choix : "Les peuples marchent à leur développement sous l'influence fatale de la nature" (K. RITTER) (29). Lui a succédé le possibilisme : la nature suggère plusieurs possibilités, à l'homme de choisir. Certaines tendances actuelles de la géographie anglo-saxonne vont encore plus loin et semblent négliger à peu près totalement le rôle des qualités biophysiques de l'espace. Et c'est effectivement tentant de le faire, pour nous qui vivons dans des sociétés qui disposent de moyens puissants pour passer outre aux indications de la nature.

Cependant, même si l'environnement ne dicte pas à l'homme son comportement, il lui arrive tout de même de lui donner des limites assez strictes. Ph. PINCHEMEL note qu'il "n'est pas contestable que les climats polaires ou tropicaux, humides ou arides, les montagnes caractérisées par leurs étagements bio-climatiques et leur cloisonnement ou les vastes plaines, les forêts et les savanes, steppes ou

prairies, les rivières et les mers exercent une influence sur l'homme et son action... Les déterminations naturelles ne sont jamais négligeables, même dans les régions les plus humanisées, dans les campagnes où ne subsiste plus un mètre carré de la végétation originelle, voire dans les villes, car l'homme n'a pu modifier les conséquences de la latitude, des climats, en somme de la zonalité, ni celles des données morpho-structurales" (30). On peut, peut-être, faire tout, partout, mais à quel prix !

Plus précisément, les qualités biophysiques de l'espace contribuent bien à orienter le fonctionnement social, mais cette contribution ne peut pas être appréciée dans l'absolu. Elle ne peut se mesurer qu'à l'intérieur d'un système socio-spatial précis, parce que la nature et l'échelle de son ' intervention ne sont pas les mêmes d'un système à l'autre. Par exemple, l'espace agricole de la France, dans la première moitié du XIXe siècle, était extrêmement bariolé. Plusieurs systèmes socio-spatiaux semi-autarciques fonctionnaient côte-à-côte. A l'intérieur de chaque espace régional, des sous-espaces se spécialisaient plus ou moins en fonction des données biophysiques Locales : les côteaux bien exposés portaient plutôt la vigne, les autres pentes plutôt la forêt ou la prairie, les plaines plutôt les céréales. Disons, pour simplifier, que le "déterminisme" spatial joue alors à l'échelle du 1/80 000e. Lorsque, avec le chemin de fer puis le camion, 'un marché national et plus généralement un système socio-spatial national, se mettent en place, ce "déterminisme au 1/80 000e "disparaît, mais il est remplacé par un autre, au 1/1 000 000e celui-là. Ce sont alors, en effet, des régions entières qui se spécialisent dans la production des céréales ou du vin ou des produits animaux.

Ainsi à des phases de blocage, donc de déterminisme naturel, pendant lesquelles les paysans (mais on peut en dire autant d'autres catégories) sont confrontés à des structures écologiques finies, succèdent des périodes d'innovation et de progrès, pendant lesquelles de nouvelles possibilités apparaissent dans la mise en valeur du milieu (...). Ce sont donc les déterminismes économiques et sociaux qui bloquent la mise en valeur du milieu "affirme G. Bertrand qui, entre un déterminisme trop rigide et un possibilisme trop laxiste, définit un "déterminisme relatif" (31).

Mais l'espace ne joue pas que par ses qualités biophysiques. Il intervient aussi par ses qualités intrinsèques. L'espace est, rappelons-le, une étendue. La surface dont dispose un groupe est une donnée de première importance pour la compréhension des rapports que ce groupe noue avec son espace. A un même niveau technologique, économique et culturel, tel groupe peu nombreux a du mal à maîtriser son espace, à l'utiliser efficacement et à assurer des interrelations correctes entre individus ; tel autre, plus densément implanté, peut optimiser l'emploi de son espace. N'attribue-t-on pas, au moins partiellement, certaines faiblesses dans l'utilisation de l'espace français à une densité de population plus faible que celle de la plupart de ses voisins ?

Autre qualité essentielle de l'espace : la position. Certes, la position d'un espace et d'un groupe par rapport à un autre espace et à un autre groupe n'est pas une donnée absolue. Une position, excellente, dans un certain système socio-spatial, peut devenir médiocre dans un autre : un changement de frontière peut faire, d'un espace central, un espace marginal et donc dévaloriser sa position. Il n'empêche que, à l'intérieur d'un certain système et à une époque déterminée, la position est une donnée spatiale de premier ordre. J. Brunhes le rappelait dans sa Géographie humaine "l'idée de connexité doit dominer toute étude complète des faits géographiques : on ne peut se contenter de l'étude d'un fait en lui-même ou d'une série isolée de faits après cette observation initiale (...) il faut chercher comment elle se rattache aux séries de faits qui l'avoisinent, dans quelle mesure elle les a déterminés, dans quelle mesure, au contraire, elle en a subi l'influence" (32). Tout espace, tout groupe doit être remis dans son contexte spatial.

On attachera moins d'importance à la notion de configuration, quoiqu'elle puisse parfois jouer un certain rôle. N'a-t-on pas affirmé que l'allongement de l'Italie avait joué comme un facteur de morcellement et de diversité régionale dans l'organisation politique de la Péninsule ? Par contre, la notion de distance est capitale.

L'espace c'est donc aussi une distance à franchir. Certes, toutes choses étant égales par ailleurs, l'espace est plus ou moins accessible selon qu'il est montagneux ou plan, boisé ou pas, marécageux ou sec mais, quoiqu'il en soit, il reste une distance. Il faut dépenser temps, fatigue, et souvent argent, pour vaincre cette distance. Selon que les groupes ou les individus ont des moyens physiques, matériels ou financiers efficaces ou non pour vaincre l'espace, ils s'organisent et fonctionnent d'une façon très différente. La distinction entre espace rural et espace urbain provient essentiellement de ce que les citadins disposent de cette machine à vaincre l'espace, donc à "maximiser l'interaction" (33) qu'est la ville ; les ruraux ne disposent que d'une machine faite, au moins à l'origine, pour produire en auto-consommation, donc pour minimiser l'interaction.

Le problème est maintenant de savoir comment les hommes, dont la vie sociale et économique est faite de relations, triomphent de cet obstacle qu'est la distance.

### **Le franchissement de l'espace**

Les hommes et les groupes échangent des signes (paroles, gestes, symboles écrits), des biens et des services. Les problèmes à résoudre et les solutions ne sont pas les mêmes dans l'un et l'autre cas. Lorsqu'il s'agit de biens et de services, nous nous trouvons en terrain connu puisque la description, l'explication et même la prévision de ces échanges fait partie des problèmes qui ont depuis longtemps intéressé la géographie. On ne s'y attardera donc guère. Rappelons, d'une part, que le coût en argent, en temps et en fatigue varie non seulement avec la distance mais encore avec le niveau d'équipement de l'espace, le revenu, l'âge, les habitudes des individus et



des groupes ; la distance est donc relative. Rappelons, d'autre part, que le franchissement de l'espace par les individus et les biens se fait le long de certains axes privilégiés : sentiers, routes, rivières et canaux, chemins de fer, autoroutes, lignes aériennes et maritimes, oléoducs et gazoducs. Ces axes s'organisent en réseaux souvent hiérarchisés, qui se recoupent en nœuds privilégiés. Ceux-ci, par le contrôle qu'ils exercent sur les flux de biens et de personnes qui s'y croisent, exercent une certaine influence sur le territoire. La géographie moderne a su montrer comment ces nœuds que sont les villes se hiérarchisent, se complètent et se concurrencent dans leur main-mise sur le plat pays et dans leurs relations réciproques.

Cette trame d'axes, parcourus par des flux de biens et de personnes, laisse une marque dans le paysage. Elle contribue de façon essentielle à structurer l'espace sur lequel vivent les groupes. Une route, une voie ferrée, un canal sont fixés pour des générations, parfois pour des millénaires. C'est autour d'eux, souvent en fonction d'eux, que vont s'organiser les espaces voisins et les groupes voisins... Seuls les espaces bâtis et les espaces naturels (forêts, montagnes, etc.) contribuent autant à structurer le cadre de vie des groupes.

Les individus n'échangent pas seulement des biens et des services mais aussi des signes. Lorsque des individus veulent échanger des signes ils peuvent d'abord se déplacer eux-mêmes pour se rencontrer et nous retrouvons le schéma précédent ; si la distance sociale, n'est pas trop forte, ils auront donc tendance à communiquer plus avec les gens dont ils sont les plus proches et à mieux connaître les groupes les plus voisins.

Si les individus veulent échanger des signes par des moyens de communication à distance, l'espace va encore s'interposer, mais d'une façon différente. Il est nécessaire, pour mieux le comprendre, de rappeler quelques données essentielles de la théorie de la communication (34). Toute communication met en relation un individu émetteur et un individu récepteur. L'émetteur élabore d'abord son message, puis il le code, enfin il l'émet. Cette émission se fait par un canal qui peut être la voix, l'écrit, les supports audio-visuels mais aussi le geste, la mimique. Le récepteur, lui, reçoit le message le décode et le lit. Mais, entre la première intervention de l'émetteur et la dernière opération du récepteur toutes sortes de "bruits" brouillent la communication.

Ces parasites peuvent être psychiques. En effet, chaque individu évalue l'autre et perçoit son message avec son propre système de référence. Chacun sait que, de la même conférence, chaque auditeur retient des thèmes différents et garde du conférencier des impressions divergentes de celles de son voisin. Il faut donc, pour qu'un message soit correctement reçu, que l'intentionnalité de l'émetteur corresponde au moins partiellement à la réceptivité du récepteur. Les parasites peuvent être dus aussi à de mauvaises conditions matérielles provenant de l'émetteur, du récepteur ou

du canal. Le message peut être mal prononcé ou mal écrit, mal entendu ou mal lu, mal transmis.

La distance contribue également à mutiler le message, mais différemment selon les moyens de communication utilisés. Selon P. Claval, l'écrit permet "de triompher du temps et de la distance... (mais) impose un appauvrissement considérable : c'est un support froid, très adapté à la transmission de ce que l'on peut intellectualiser, mais moins efficace dans les autres domaines (...). Il introduit des effets de dissymétrie générale dans le domaine des transactions : le livre, le journal véhiculent la pensée d'un seul vers une multitude". Le cinéma, la radio, la télévision, le disque ne font qu'accentuer cette tendance. Seuls "le téléphone, le télégraphe sont destinés à des échanges réciproques, symétriques, à des dialogues à distance" (35).

Techniquement, pour limiter les distorsions entre message émis et message reçu, l'émetteur peut, par feed-back, s'assurer que le récepteur a reçu correctement la communication : on fera, par exemple, répéter le message au téléphone ou on interrogera le récepteur sur ce qu'il en a retenu. Cependant, l'amputation du message est inévitable. Celui-ci s'appauvrit sans cesse entre ce que l'on veut dire, ce que l'on dit, ce qu'il entend, ce qu'il écoute, ce qu'il comprend, ce qu'il retient et ce qu'il répercute...

La géographie sociale, a donc tout intérêt à analyser à la fois les moyens de transports des hommes et des biens, les moyens d'échange de signes dont dispose un système socio-spatial, la façon dont ces moyens sont mis en œuvre et leur impact sur les groupes. Le journal, le livre, la radio, la télévision sont des objets d'étude géographique.

Le dernier problème est celui de savoir comment l'action des sociétés humaines organise l'espace et s'organise dans l'espace.

### **L'organisation de l'espace**

On peut considérer l'espace géographique comme fait d'une superposition d'espaces spécialisés qui agissent les uns sur les autres et qui, à certains niveaux, s'ordonnent en systèmes socio-spatiaux. Les espaces spécialisés sont ou des espaces naturels (voir plus haut) ou des espaces sociaux produits par les groupes spécialisés, c'est-à-dire des espaces de travail, de consommation, et des espaces socio-culturels.

Les espaces de travail sont les espaces organisés pour et par les activités de production. En effet, toute activité productrice nécessite un certain espace "naturel" et organise, pour ses besoins, toute une série d'espaces socio-économiques. Mais chaque activité n'a pas les mêmes besoins en espace. L'agriculture est le type même de travail qui nécessite de vastes espaces et qui est fortement soumise aux effets biophysiques de ceux-ci. Pendant longtemps, la nature des ressources du sous-sol dont disposaient les groupes a été une composante de leur implantation de leur

densité, de leur niveau de vie. Aujourd'hui encore, malgré des progrès technologiques considérables, la plupart des groupes qui se consacrent essentiellement à l'agriculture restent fortement dépendants des données de l'espace sur lequel ils sont installés. La production agricole, par ailleurs, contribue à organiser toute une série d'espaces spécialisée. A côté des espaces qui servent directement à la production, comme les champs, les prairies et les prés, se dessinent des espaces bâtis, mais aussi, des espaces moins rigides et parfois plus abstraits, espace financier, espace d'approvisionnement, espace de vente, espace d'innovations, etc... sans compter les espaces de circulation sur lesquels nous reviendrons. Ces espaces sont ordonnés et parfois hiérarchisés. De l'espace bâti, de faible taille, à l'espace de marché qui peut être international, en passant par l'espace agricole utilisé, à l'espace d'approvisionnement, etc... s'agrègent et s'étagent de multiples espaces de travail.

Les activités industrielles utilisent généralement moins d'espace, mais elles n'en tissent pas moins un réseau spatial très complexe. Au-delà de l'emprise directe des bâtiments, des aires de stockage et des voies d'accès qui forment son espace de production, l'usine organise autour d'elle des espaces financiers et commerciaux, des espaces d'approvisionnement et de commandement, un bassin de main d'œuvre, etc...

Les activités tertiaires ont cette particularité qu'elles nécessitent à la fois des flux de biens et/ou de signes, et des transports de personnes qui peuvent être aussi bien les distributeurs que les consommateurs de biens et de services. Les espaces de production y sont donc étroitement liés aux espaces de consommation. On sait que ces activités de distribution de biens et de services dessinent des aires de taille et de stabilité variables mais polarisées généralement autour d'un centre. La géographie et l'économie spatiale disposent maintenant d'un certain nombre de modèles qui permettent d'expliquer l'allure de ces espaces et leur évolution. Sans être au cœur de la géographie sociale, ces recherches peuvent permettre d'expliquer l'allure de certains espaces strictement sociaux.

Plus généralement, la géographie sociale ne s'intéresse pas aux activités de production et de distribution de biens et de services pour elles-mêmes. Elle en fait l'analyse pour mieux définir et mieux comprendre les espaces sociaux que ces activités contribuent à organiser (migrations quotidiennes de voyageurs, zones de chalandise, aires de diffusion des innovations, espaces de distribution des revenus, etc...) et pour mieux apprécier le poids des phénomènes sociaux (nature des groupes, rapports entre groupes, etc...) dans le fonctionnement de ces activités elles-mêmes.

Enfin, l'homme n'est pas seulement producteur et consommateur de biens et de services, au sens strictement économique ou administratif du terme. Il s'adonne aussi à un certain nombre d'activités socio-culturelles pour lesquelles des groupes spécialisés se créent et des espaces spécialisés s'organisent. Les Eglises, les organisations sportives, les associations culturelles agencent des espaces, créent des

flux de personnes ou de signes. L'espace organisé, par exemple, par l'Eglise catholique est fortement structuré en une hiérarchie de sous-espaces (paroisses, doyennés, évêchés, etc...) animés eux-mêmes par des hommes et des groupes superposés en une pyramide bien ordonnée. N'est-ce d'ailleurs pas l'Eglise qui nous a légué une partie de notre organisation spatiale, puisque beaucoup de communes correspondent aux anciennes paroisses ? Evidemment, tous les espaces socio-culturels ne sont pas aussi solidement bâtis que celui de l'Église catholique mais la plupart s'organisent en un réseau de cellules de base, plus ou moins hiérarchisées et interconnectées.

Il ne faut pas cacher que la notion d'espace spécialisé reste quelque peu ambiguë. De même que la notion de groupe s'étale du simple agrégat social au groupe le plus cohérent, celle de l'espace va de la simple catégorie spatiale à la configuration la plus structurée. Pour reprendre l'exemple de L'Eglise catholique utilisé plus haut, il est évident que déterminer une aire de forte pratique religieuse ce n'est pas définir un même type d'espace que de tracer les limites d'un évêché, par exemple. Dans le premier cas, il s'agit de la simple projection sur l'espace de valeurs acceptées par un agrégat social, dans l'autre il s'agit d'un espace concrètement organisé et hiérarchisé par une administration, donc par un groupe social, même si dans les deux cas les mêmes valeurs sont partagées. On trouverait des exemples semblables dans le domaine politique, linguistique, etc...

Ce qui ne signifie pas que la catégorie spatiale, c'est-à-dire la simple projection sur l'espace de valeurs religieuses, politiques, idéologiques admises par un agrégat social n'ait aucun intérêt. Dans certains cas, ces valeurs se traduisent concrètement dans le paysage (églises par exemple) ; dans la plupart des autres cas, les valeurs influencent indirectement l'organisation et la pratique socio-spatiale. Les opinions politiques, religieuses, idéologiques se traduisent par des attitudes devant l'innovation, l'investissement, la coopération, la famille, la propriété qui, elles, pèsent directement sur l'organisation socio-spatiale des groupes. Par exemple, la coïncidence entre conservatisme politique et pratique religieuse d'une part et fécondité d'autre part n'est pas rare. Or la fécondité est une des clés de la survie d'un groupe, donc de son inscription dans l'espace. Autre exemple, la représentation que les individus et les groupes se font de leur espace est fondamentale pour expliquer la façon dont ils l'utilisent et dont ils l'organisent.

Plus généralement, on constate que les divers espaces spécialisés se superposent les uns aux autres et interagissent les uns sur les autres. Les aires climatiques ou morphologiques contribuent à circonscrire les espaces agricoles. Les espaces sociaux s'influencent aussi réciproquement ; les limites des aires de production dépendent des espaces de consommation, des zones de diffusion technologique et culturelle, des flux de biens et de personnes, etc...

L'imbrication de ces espaces n'est pas totalement anarchique. On peut y reconnaître un certain ordre. A différentes échelles certaines aires ont tendance à coïncider. Ces concordances peuvent se faire entre espaces de même type : la coïncidence d'un relief, d'un climat, d'une végétation délimite une région naturelle et la réunion d'activités semblables ou complémentaires peut définir une région économique. Ces correspondances se trouvent aussi entre espaces de types différents ; une région naturelle et une région économique peuvent fusionner en une région géographique, au sens ancien du terme. Les concordances ne se font pas seulement au niveau de ce que l'on appelle classiquement la région mais aussi à des échelles plus petites ou plus grandes. Les niveaux de structuration qui intéressent particulièrement la géographie sociale sont ceux qui sont organisés par les groupes territoriaux. Les plus cohérents sont généralement la commune (ville ou village), le pays (qu'il tienne sa cohésion de l'histoire ou/et de l'influence d'une ville moyenne), le département (dont les géographes commencent enfin à admettre qu'il forme un espace souvent très structuré grâce à deux siècles d'histoire et à la polarisation des villes-préfectures), la région (malgré les ambiguïtés de la notion) et enfin la nation qui reste un niveau de structuration essentiel malgré une évolution, bien ralentie aujourd'hui, vers une certaine supranationalisation.

Ces systèmes socio-spatiaux que sont la commune, le pays, le département, la région, la nation ne sont pas immuables. Ils se transforment. Pourquoi et comment ?

#### **IV- Le changement socio-spatial**

##### ***1- Les facteurs du changement socio-spatial***

Dans un système socio-spatial donné, certains facteurs poussent au maintien du système, d'autres à son évolution, voire à sa disparition. L'espace lui-même contribue, par sa permanence, au maintien du système. En effet s'y inscrivent, comme pétrifiées, certaines des actions passées des sociétés et cette structuration de l'espace, par son existence même, limite singulièrement la liberté d'action des groupes et des individus, donc l'éventail possible, des mutations. Les investissements économiques et sociaux faits sur les localisations présentes militent généralement : contre le changement spatial ; c'est, ce qui fait que les routes ; les villes, les villages se maintiennent sur des localisations parfois millénaires. D'autant que les investissements sur l'espace ne sont pas, seulement économiques et sociaux. Ils sont aussi psychologiques. Les individus, les groupes, surtout les groupes territoriaux, s'attachent aux lieux et tendent à se maintenir sur place, à "vivre et travailler au pays"...

L'espace intervient également en freinant les relations entre les individus et donc en ralentissant la diffusion de l'innovation. C'était particulièrement vrai autrefois, lorsque l'innovation se propageait lentement puisqu'elle se faisait surtout par imitation visuelle et nécessitait donc généralement le face à face. Les nouveautés

se répandaient par auréoles successives, en tenant compte des facilités de communication et des capacités culturelles, sociales et économiques des groupes. Aujourd'hui la diffusion est évidemment plus rapide. Vu la multiplication des moyens de communication, l'accélération de leur vitesse et l'augmentation de leur portée; la propagation de l'innovation se fait à partir d'une multitude de foyers, à longue distance et en sautant parfois de vastes espaces intermédiaires. Nous avons vu cependant que, malgré ces progrès, la communication entre les individus n'est pas parfaite dès qu'il y a une distance à franchir. La diffusion de l'innovation rencontre donc des obstacles spatiaux auxquels s'ajoutent des obstacles sociaux.

En effet, les moyens de communication de masse n'ont pas supprimé le rôle des individus et des groupes. Certains sont plus aptes à recevoir l'innovation que d'autres. En outre, si les mass media ont un rôle essentiel pour faire connaître les techniques nouvelles, ce sont les observations et les contacts personnels- qui font la décision. Les socio-psychologues ont remarqué que ce n'est que lorsque les innovateurs (environ 3 %) et les adoptants précoces (13 %) ont montré l'exemple et essuyé les plâtres, que la majorité avancée (34 %), puis la majorité tardive (34 %) suivent les traînants, eux, attendent encore longtemps ou ne suivent pas du tout (36). L'adoption de l'innovation, c'est-à-dire le changement, transite donc encore souvent par l'imitation, le face à face, le contact direct avec l'autre.

Plus généralement les facteurs de résistance au changement sont à chercher aussi dans la société elle-même. Le besoin de sécurité pousse l'individu à conserver ce qu'il a, à rester ce qu'il est. La situation actuelle, même médiocre, est souvent rassurante parce que connue. L'évolution c'est l'inconnu, donc l'insécurité possible. Evoluer c'est s'adapter à des comportements, des normes, des valeurs nouvelles. Au niveau social, l'opposition fondamentale au changement vient de ce Surmoi socialisé qu'est le pouvoir social, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs, des normes et des comportements économiques, sociaux, politiques et culturels qui, souvent renforcés par leur cristallisation en institutions, dominant à une époque donnée. Il est vrai que si tout pouvoir est par essence conservateur, il peut l'être à des degrés divers. Dans certains cas, l'ensemble du pouvoir social a pour but de se maintenir tel qu'il est. Dans d'autres cas, seuls certains fragments évoluent sans que le reste, au moins au début, ne soit touché. Parfois, enfin, c'est une partie du pouvoir social, le pouvoir politique par exemple, qui insuffle le changement. On remarquera cependant qu'il s'agit, en général, d'atteindre un certain stade après lequel on cherchera, à nouveau, à conserver l'acquis plus qu'à aller de l'avant. En somme, l'organisation sociale, parce qu'elle est lourde et complexe, est généralement un frein puissant au changement du système socio-spatial.

Cependant, un système socio-spatial est rarement immuable. Des choses y changent et le système peut lui-même arriver à disparaître. C'est que des forces poussent au changement. Au niveau des individus, ce sont certains de ces "déviant" dont il a été question plus haut qui peuvent déclencher l'évolution. Pour des raisons

diverses, ils sont amenés à échapper, au moins en partie, à la pression du pouvoir social et peuvent soit le contester comme les révolutionnaires, soit le dépasser comme les savants ou les philosophes. Par leur exemple, par leur action, par leurs idées, ils secrètent le changement social. Le déviant, s'il est suivi, peut produire une contre-culture, un contre-pouvoir social ; s'il réussit, le contre-pouvoir devient à son tour pouvoir social.

Les groupes sont également porteurs d'innovations. La sociologie, en particulier celle d'outre-Atlantique, s'est beaucoup intéressée aux "élites". Certaines élites agissent sur le système social par leurs décisions politiques, sociales et économiques ; il en est ainsi de la classe politique ou des chefs d'entreprises. D'autres se donnent en modèle ou servent de modèle ; c'est le cas par exemple d'une certaine aristocratie qui a lancé la mode des vacances. D'autres élites, aident à l'évolution en faisant prendre conscience à la masse de ses problèmes, de sa situation.

Des groupes plus vastes poussent également à la transformation de la société : syndicats, partis politiques, groupes de pression économique, etc... Leur rôle est souvent triple. Ils agissent comme médiateurs entre les individus et la société globale. Ils clarifient la conscience collective et lui donnent des normes et des valeurs pour l'action. Ils font directement pression sur le pouvoir social, en particulier sur les pouvoirs politique et économique, afin d'obtenir les transformations qu'ils désirent.

Parmi les innovations, celles qui tiennent aux techniques sont, particulièrement à notre époque, des facteurs essentiels de changements sociaux. Marx, on le sait, pense que les époques de révolution sociale s'ouvrent lorsque les forces productives matérielles d'une société entrent en contradiction avec les rapports de production. Pour lui, le déclenchement initial provient donc bien de l'évolution des techniques, qui restent le catalyseur de l'évolution sociale.

Sans tirer les mêmes conclusions que Marx, beaucoup d'auteurs insistent sur le rôle primordial de l'évolution technologique. La transformation des techniques de production, de circulation, de distribution, d'organisation et de prévision modifie en profondeur la vie sociale et l'organisation spatiale. Que l'on songe, par exemple, aux bouleversements amenés par l'automobile ! N'a-t-elle pas imposé une réorganisation de la plus grande partie du secteur productif et une modification profonde des systèmes de circulation et de distribution ? N'a-t-elle pas modifié nos villes, urbanisé certaines de nos campagnes, transformé les rapports entre l'homme et l'espace, changé la vie quotidienne, modifié l'équilibre de certains groupes ?

On peut même se demander si le progrès technologique n'évolue pas d'une façon presque autonome, sinon incontrôlée. L'invention appelle l'invention et fait boule de neige. C'est au moment où l'homme détient une puissance technologique sans précédent, que jamais il n'a eu autant l'impression d'être dépassé par cette puissance. G. MENDEL n'hésite pas à affirmer "l'homme invente l'outil, puis l'outil se sert de l'homme pour inventer de nouveaux outils mais tend à imposer à l'homme

son propre idéal technologique" (37) M. MEAD lui fait écho en assurant: "Nous sommes pris au piège d'un ensemble d'inventions appelées civilisation" (38).

D'autres auteurs insistent au contraire sur l'importance des nouveautés culturelles. On connaît la thèse de Max WEBER qui trouvait une des sources essentielles du capitalisme, donc d'un fait économique, dans le protestantisme, fait culturel. D'autres enfin soulignent le rôle d'autres types de facteurs. Nous avons vu que M. DUVERGER fait de la sphère politique un des moteurs du changement. DURKHEIM a insisté, lui, sur les facteurs démographiques. Il a montré comment l'augmentation, de la densité amène une, division du travail, en même temps qu'une plus grande interaction sociale.

Les facteurs sociaux de changement sont également externes. Ils ressortent essentiellement de la compétition internationale. Les mutations peuvent être imposées de force par une société extérieure mais, le plus souvent, elles le sont d'une façon plus discrète. Les nations étrangères amènent le changement par les biens et les services qu'elles vendent, par les centres de décision qu'elles dominent ou par les idées et les habitudes qu'elles nous inculquent : on connaît la pression qu'exerce sur les pays occidentaux les modes d'agir, de sentir et de pensée des Etats-Unis.

## 2 - Les formes du changement socio-spatial

Le changement peut toucher à la fois l'organisation et/ou le fonctionnement socio-spatial. En ce qui concerne le premier point, on sait que les sociétés humaines marquent généralement l'espace naturel de leur sceau. Cette empreinte de l'action humaine a, de longue date, intéressé les géographes et la géographie classique a même tenté de comprendre les sociétés humaines à travers la marque qu'elles laissent dans l'espace, c'est-à-dire dans le paysage. C'est donc un thème bien connu. On rappellera ici seulement que les groupes humains transforment l'espace naturel de deux façons. Ils en modifient tout d'abord les équilibres, souvent pour les remplacer par des situations moins stables, du fait d'un appauvrissement des combinaisons antérieures ; on passe, par exemple, de la forêt aux prés ou aux cultures. Parfois ces équilibres sont franchement rompus et l'on retrouve le thème de la dégradation de l'environnement.

Les groupes humains, d'autre part, surimposent aux espaces naturels leurs propres œuvres : forêts, champs et prés, usines, aires de loisirs, habitations, villages et villes, mais aussi routes, voies ferrées, canaux, oléoducs, gazoducs, lignes électriques et téléphoniques, relais et antennes de télévision. Evidemment, ces organisations spatiales et les organisations sociales qui leur sont liées ne se figent pas définitivement. Elles se déforment, s'enflent ou se contractent. Elles disparaissent, parfois sans laisser de traces, parfois en imprimant à l'espace des empreintes qui marqueront l'action des générations suivantes. Des exploitations sont abandonnées, leurs espaces sont réintégrés à d'autres. Des entreprises industrielles meurent, d'autres se reconvertissent en organisant différemment leurs espaces, alors que



d'autres encore étendent leur emprise territoriale. Des bassins de main-d'œuvre s'étalent, d'autres se recomposent en fonction de l'attraction d'espaces voisins. Des aires de revenu, des zones de diffusion de l'innovation, etc... voient également leurs limites fluctuer.

Les modifications de l'organisation socio-spatiale peuvent porter également sur la société elle-même c'est-à-dire sur la place des individus dans les groupes et sur la position des groupes dans la société. Comme on l'a vu, l'individu a, dans chacun des groupes auquel il appartient, des statuts partiels dont la résultante forme son statut global. Lorsqu'un élément seulement de son statut se modifie, sans que le statut global en soit transformé, on parlera d'une mobilité horizontale. C'est le cas de l'employé qui change d'entreprise. Par contre, si le statut global de l'individu s'élève ou s'abaisse, on parlera de mobilité verticale. Le statut global se modifie par la profession, le mariage, la retraite, la déviance, etc... Ainsi à l'intérieur des groupes assiste-t-on à une gigantesque remue des individus qui vont et viennent, montent et descendent selon les modifications de leur statut.

Les groupes aussi ont un statut. Au gré de l'évolution de leur fonction et de la place que le système social accorde à celle-ci, au gré également de l'évolution de leur taille et de leur cohérence, les groupes suivent, dans la hiérarchie sociale, un mouvement ascendant ou descendant. Les groupes paysans, qui dominaient autrefois les collectivités rurales dans nos régions, voient aujourd'hui leur importance amoindrie, leur pouvoir contesté par de nouveaux arrivants, donc leur statut s'abaisser. Les bouleversements touchent les groupes territoriaux comme les autres. Des communes disparaissent d'autres perdent peu à peu certaines de leurs fonctions, alors que des espaces de niveau supérieur en gagnent. La région, échelon longtemps négligé; prend de la consistance vis à vis du pouvoir et des individus.

Cependant, l'évolution des groupes dépend beaucoup de leur nature. , Les groupes spatiaux sont généralement plus stables que les autres. Souvenons-nous de l'ancienneté du fait paroissial et communal et de la pesanteur des régions historiques sur lesquelles ont été calquées certaines régions de programme actuelles. Les groupes les plus cohérents et les plus nombreux sont, habituellement, plus durables que les autres. Les groupes de base (famille, village) et les sociétés globales (nation) ont, d'ordinaire, plus longue vie que les groupes intermédiaires.

Ces changements dans l'équilibre des groupes sont plus ou moins spectaculaires. Parfois, ils sont infimes ; on peut alors parler de structures figées. Parfois, ils sont nettement visibles mais un nouvel équilibre se recrée au fur et à mesure sans trop de problèmes, il s'agit d'une évolution à l'intérieur d'un même système ; c'est ce qui, selon F. AURIAC, s'est passé en Languedoc au XXe siècle (39). Lorsque l'équilibre des groupes est brusquement rompu, que certains de ceux-ci disparaissent rapidement et que d'autres s'imposent et prennent le pouvoir, il faut parler de révolution.

Le changement dans l'organisation implique généralement le changement dans le fonctionnement socio-spatial. Les besoins qui, on s'en souvient sont éminemment socialisés, évoluent, notamment sous l'effet de l'innovation technologique qui crée de nouveaux biens et de nouveaux services dont l'appareil publicitaire se charge de faire sentir le besoin aux individus et groupés. Comme les besoins changent, leur hiérarchie évolue aussi. On note que, dans les sociétés occidentales, les besoins physiologiques passent un peu au second plan, dans la mesure il est vrai où ils sont satisfaits. Les ménages dépensent relativement moins pour leur nourriture, mais plus pour leurs loisirs ; ils préfèrent manger moins bien, mais partir en vacances. L'évolution des besoins est plus ou moins rapide selon le revenu, la place dans la hiérarchie sociale, le lieu de résidence, etc. Les ruraux, par exemple, sont plus rares à prendre des vacances que les citadins et ils dépensent relativement plus pour leur nourriture.

Rapide ou accélérée, la mutation des besoins est visible partout. C'est un des caractères essentiels de notre société que de broder, sur les deux nécessités fondamentales que sont l'identité et la sécurité, une multitude de désirs divers que la mode se charge de changer aussi vite que possible. En somme, si "la structure des besoins à un moment donné renvoie à toutes les structures sociales et à toute l'histoire" (40), l'évolution des besoins renvoie elle-même à l'évolution des structures sociales.

Du fait de l'évolution des besoins, les contraintes sociales de l'action se transforment. Les rôles sociaux des individus sont en constante mutation. Par rapport au travail, par exemple, chacun passe de la non-activité à l'apprentissage, puis à l'activité et à la retraite ; au cours de l'activité elle-même l'évolution économique peut obliger à changer de métier ou de poste dans un même métier. Les rôles sociaux que nous jouons en dehors du travail se modifient eux-aussi. Nous sommes fils, puis père. Nous sommes joueur de football, puis spectateur... Seule la personnalité de base des individus reste généralement plus stable.

Les normes, les valeurs, la culture se métamorphosent elles aussi, au niveau de chaque individu et de chaque groupe, en fonction de l'évolution des rôles, des statuts et de l'ensemble de la société.

Les agents de socialisation et les moyens de contraintes se modèlent également. Par exemple, le poids de la famille, de l'Eglise et du milieu social local a tendance à se réduire, dans nos sociétés, au profit de celui des mass media. Quand un village s'urbanise, le commérage perd de sa pesanteur puisque celui-ci n'est vraiment efficace que dans une société d'interconnaissance. En règle générale, le contrôle institutionnel s'alourdit, alors que le contrôle diffus se desserre. La nature de la déviance elle-même change : l'agriculteur endetté était mal vu à la campagne alors que celui qui, aujourd'hui, hésite à acheter à crédit est souvent considéré comme un retardataire.

La géographie sociale est ainsi particulièrement sensible au changement socio-spatial. Elle en analyse les facteurs, les formes et les effets en insistant toujours sur la dimension spatiale des phénomènes analysés.

## CONCLUSION

Entre espace et société, ni production d'une société par un espace, ni production d'un espace par une société mais "déterminisme relatif" analyser dans le cadre d'un système socio-spatial nettement précisé dans sa dimension temporelle spatiale et sociale globale.

## Notes

1. Voir notamment
  - CLAVAL (P.). Principes de Géographie sociale, Paris, Génin, 1973.
  - ABLER (R.), ADAMS (J.S.), GOULD (P.) Spatial Organisation, Londres, Prentice Hall, 1972.
2. LEMOIGNE (J.L.). La théorie du système général. Théorie de la modélisation Paris, P.U.F., 1977.
3. CLAVAL (P.) L'espace' en géographie humaine, Le Géographe Canadien; 1910, p. 110-124.
4. Voir notamment MENDRAS (H.). Eléments de sociologie, Paris, Colin, 1967.
5. BOURDIEU (P.), PASSERON (J.C.)  
Les Héritiers, les étudiants et ta culture, Paris, Ed. de Minuit, 1968.  
La Reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement, Paris, Ed. de Minuit, 1970.
6. STOETZEL (J.) La psychologie sociale, Paris, Flammarion, 1964.
7. MAISONNEUVE (J.). La dynamique des groupes, Paris, P.U.F., 1968.
8. GURVITCH (G.). Traité de sociologie, Paris, P.U.F., 1967
9. RAMBAUD (P.), VINVIENNE (M.). Les transformations d'une société rurale la Maurienne (1561-1962), Paris, Colin, 1964.
10. THERY (H.). Rapports humains et milieux de vie dans la société d'aujourd'hui. Recherche sociale n° 11, mai-juin 1967.
11. BRUNET (R.) Les phénomènes de discontinuité en géographie, Paris, CNRS, 1968.
12. CHAPUIS (R.). Surestimation et sous-estimation de l'espace par les ruraux, Colloque de Géographie sociale de Lyon, 1982.
13. POULALION (G.). Les besoins individuels dans les sociétés post-industrielles, Revue économique du Sud-Ouest, n° 1, 1974.
14. CAZENEUVE (J.), VICTOROFF (D.). La sociologie, Paris, Denoël, 1970.
15. MARX (K.). Critique de L'économie politique, Paris, Editions sociales, 1959.
16. BERNE (E.). Psychiatrie et psychanalyse, Paris, Cercle du nouveau livre, 1971.
17. WEBER (M.).
18. LAFON (R.). Vocabulaire de psychopédagogie et de psychiatrie de l'enfant Paris, P.U.F., 1969.
19. FRIEDMANN (G.). La puissance et la sagesse. Paris, Gallimard, 1970.
20. LALOUX (J.). Manuel d'initiation à la sociologie religieuse. Paris, Ed. Universitaires, 1967.

21. LALOUX (J.). op. cité.
22. ROCHER (G.). Introduction à la sociologie générale. Paris, Ed. HMH, 1968, 3 t.
23. MENDEL (G.). La révolte contre le père. Une introduction à la socio-psychanalyse. Paris, Payot, 3<sup>e</sup> éd., 1972, 416 p.
24. ROCHER (G.). op. cité.
25. ROCHER (G.). op, cité.
26. DUVERGER (M.). Méthodes des sciences sociales. Paris, P.U.F., 1964.
27. DOLLFUS (O.). L'espace géographique. Paris, P.U.F., 1970.
28. BONNAMOUR (J.). Réflexions sur le développement économique et social en zone rurale. Serres, janvier - mars 1962, n° 9.
29. RITTER (K.). Introduction à la géographie générale comparée. Paris, Les Belles Lettres, 1974.
30. PINCHEMEL (Ph.). Géographie, Paris, Encyclopaedia Universalis, 1970.
31. BERTRAND (G.). Pour une histoire" écologique de la Société rurale, in DUBY (G.) et WALLON (A.) (Dir.) Histoire de la France rurale, Paris, Seuil, t. 1, 1975.
32. BRUNHES (Y.). La géographie humaine, Paris, P.U.F., 1956. 33. CLAVAL (P.). op. cité.
34. DORRA (H.), MILLET (G.). Les communications : l'entretien individuel. Paris, Dunod, 1970.
35. CLAVAL.(P.), op. cité.
36. PRODHOMME (J.P.). Etude psychologique de l'agriculteur. Techniques commerciales, 1967, n° 1230 1
37. MENDEL (G.). op. cité.
38. MEAD (M.). Le fossé des générations. Paris, Denoël, 1971.
39. AURIAC (F.). Système économique et espace, Paris, Economica, 1983.
40. BROCHIER (H.). Besoins, Paris, Encyclopaedia Universalis, 1968.